



Déclaration lue en CSEC avec les OSR le 2 octobre 2025

Contre vents et marées, les salariés de l'établissement de Malakoff travaillent toujours pour le pôle Outre-mer tout en essuyant les plâtres de votre projet CAMPUS.

Aujourd'hui, trois mois après notre arrivée officielle au Siège, rien ne va.
Ceux d'entre nous qui avaient à cœur de servir tous les territoires d'Outre-mer sont désabusés.

Les promesses n'ont pas été tenues.

« **Ce n'est qu'un simple déménagement** », nous disait-on. Force est de constater que les actions ne suivent pas.

Studios au rabais... dysfonctionnements techniques... équipes en souffrance... sous-effectif chronique.

Nous attendions mieux et plus de la part de la MFTV.

Nous ne sommes pas là pour quémander quoi que ce soit.

Nous souhaitons simplement travailler dans des conditions qui ne soient pas plus dégradées que celles que nous connaissions à Malakoff.

Nous n'avons pas de cap éditorial clair et ambitieux, mais plutôt l'impression que notre activité se résume à quelques productions sur lesquelles nous n'avons pas vraiment la main.

On cherche à nous occuper à tout prix, peu importe comment, avec quel objectif éditorial. Il nous faut un cap, mais sans boussole, sans vision éditoriale claire, le travail perd tout son sens. Et les équipes fatiguent.

À la rédaction comme en régie, scriptes et techniciens sont contraints de pallier en permanence les dysfonctionnements et le manque de moyens.

Rattraper... remplacer... compenser... voici désormais notre lot quotidien.

Le week-end dernier encore, un sujet destiné à la rédaction de Martinique la première n'a pu être envoyé avec les moyens mis à notre disposition au siège, mais avec l'aide du nodal de Malakoff, cela a pu se faire.

Ce type de dysfonctionnement illustre bien l'ampleur des problèmes.

Et la situation est d'autant plus préoccupante que :

- La commission Campus ne se réunit plus, alors que le projet est loin d'être terminé même après le pot organisé pour le fêter ;
- L'établissement le plus touché par ce projet tente de travailler dans des conditions inacceptables ;

- Les problèmes techniques persistent, sans solution durable ;
- Le manque de moyens est criant, chaque jour davantage ;
- Les Outre-mer ne sont pas associés aux projets qui les concernent directement, renforçant un sentiment de mépris et d'isolement.

Nous constatons que les têtes pensantes de « la gouvernance » qui ont vendu le projet ne sont plus là pour en assurer le “service après-vente”.

De là où elles se trouvent, totalement déconnectées de nos réalités, elles renvoient délicatement la patate chaude à la direction de l'établissement, qui subit, elle aussi, les conséquences, sans disposer de leviers.

C'est le grand jeu du « on aimerait bien, mais nous n'avons pas la latitude, les moyens... C'est pas nous, c'est eux ».

Dans ce grand jeu de dupes, ce sont les ex salariés du site de Malakoff qui trinquent.

Ces constats dépassent largement notre seul établissement :

- Le journal de France Info, désormais diffusé à 23h58, amputé de 5 minutes, illustre la même logique : moins de temps pour l'information, moins de moyens, moins de respect pour le travail des équipes. Un journal, qui soit dit en passant, est enregistré à 19h. Alors, pour l'actualité en temps réel, on repassera.
- La diffusion sur ICI, anciennement France 3, d'un journal Outremer enregistré le 24 juin, mis à l'antenne par le CDE le 18 septembre, un jour de grève. Une diffusion non autorisée par notre direction. Un acte qui démontre le manque criant de coordination et de préparation.

Alors, quid de la suite ?

Les risques psychosociaux autour de nous. L'absence de cap éditorial qui laisse entrevoir une catastrophe. Nous vous alertons ici solennellement, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas. Nous l'avons déjà fait auparavant... mais aujourd'hui, les faits sont là. Et ils sont comme nous, têtus.

Paris, le 2 octobre 2025